

Une Grèce, deux visages, un destin

■ **Dimanche, les Grecs sont appelés à voter "oui" ou "non" aux exigences de ses créanciers. Un vote qui divise profondément le pays.**

La Grèce retient son souffle. La zone euro aussi. A la veille d'un référendum où les Grecs seront amenés à se prononcer pour ou contre les dernières propositions des créanciers – qui, situation surréaliste, ne sont même plus d'actualité, à défaut de la prolongation du deuxième plan d'aide européen – la tension est maximale à Athènes et ailleurs dans le pays.

Le référendum, dont la légalité a été confirmée vendredi, divise en effet le pays en deux: la Grèce qui votera "oui" de peur de voir le pays rentrer en terres inconnues avec le spectre d'une sortie possible de la zone euro et celle qui, blessée par une cure d'austérité sans précédent, optera pour "non" dans l'espoir de voir son Premier ministre Alexis Tsipras revenir, tôt ou tard, à la table des négociations avec les créanciers avec un pouvoir de négociation accru. Le chef de file du gouvernement grec a en tout cas annoncé vendredi la couleur: il souhaite "une décote de 30 % de la dette grecque et une période de grâce de vingt ans" pour assurer "la viabilité de la dette" de son pays. Et de faire référence au constat dressé par le Fonds monétaire international (FMI) lui-même qui, jeudi, ouvrait la porte à une révision des conditions de remboursement de cette dette, tout en regrettant le caractère très tardif de cette prise de position. Un rapport du FMI dont on a appris vendredi que les membres européens de l'organisation ne souhaitaient pas vraiment voir publier à quelques jours du référendum, craignant "une instrumentalisation" de son contenu par le gouvernement grec.

Des sondages très indécis

Vendredi, l'incertitude restait totale sur l'issue de ce référendum à très haut risque sur le plan économique mais aussi politique, une victoire importante du "oui" risquant d'emporter l'équipe Tsipras. Une perspective désormais ouvertement souhaitée par certains dirigeants européens, qui considèrent que la

confiance est définitivement rompue avec Alexis Tsipras, à l'instar du président du Parlement européen Martin Schultz qui a déclaré vouloir en finir avec "l'ère Syriza".

Les derniers sondages? Certains donnaient une légère avancée pour le "oui": l'institut Alco créditaient ainsi le "oui" de 44,8 % devant le "non" à 43,4 % tandis que 11,8 % des Grecs restaient encore indécis. Mais on reste ici dans un mouchoir de poche, d'autres sondages donnant une très légère avance pour le "non". Bref, les jeux ne sont pas faits même si ces derniers jours la dynamique semblait plutôt dans le camp du "oui" sur fond de fermeture des banques et de contrôle des capitaux.

"Ce sera bien un choc si la Grèce vote non"

En attendant le résultat de dimanche – qui risque d'être explosif sur l'humeur des marchés financiers dès lundi matin – le bras de fer des derniers jours s'est encore poursuivi vendredi. Ici pour dramatiser les conséquences d'un "non", là au contraire pour en relativiser la portée. Alors que Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, estimait que "ce sera bien un choc si la Grèce vote non", ce qui affaiblirait, dit-il, leur position dans les négociations à venir, le ministre des Finances Yanis Varoufakis lui répondait, comme en écho, "qu'un accord était en vue que la réponse soit oui ou non", laissant entendre que les tractations se poursuivaient en coulisses. "Si c'est non, je peux vous assurer que durant cette semaine d'impasse nous avons eu des propositions tout à fait convenables provenant de l'Europe, en confidentialité, et un accord est plus ou moins scellé", a-t-il encore assuré. Intox, dit-on côté européen, rappelant que les discussions ont été interrompues. "Notre objectif principal est de garder la zone euro unie. Il est très clair que le référendum ne porte pas [...] sur le maintien ou non dans l'eurozone", a déclaré, pour sa part, Donald Tusk, président du Conseil européen, appelant à ne pas dramatiser un "non" grec.

Les Grecs sont descendus en masse dans la rue vendredi soir. Une Grèce aux deux visages donc. Qui parlera à nouveau d'une seule voix dès lundi matin?

Vincent Slits

"La Grèce vit un coup d'Etat moderne et silencieux"

■ **L'eurodéputé Stelios Kouloglou (Syriza) craint des "représailles européennes" si les Grecs votent "non" aux mesures proposées.**

Entretien Raphaël Meulders

D'après l'eurodéputé Stelios Kouloglou, le président de son parti (Syriza) et Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est fait "piéger" par la chancelière allemande Angela Merkel.

Comment voyez-vous ce référendum? Etes-vous optimiste pour votre parti qui a appelé à voter "non"?

Sans la fermeture des banques, le "non" l'aurait emporté avec 70 % des votes. Mais, depuis, la population est fort divisée. Les

menaces lancées par les dirigeants européens qui annoncent la sortie de la Grèce de la zone euro, voire de l'Union européenne en cas de "non" jouent aussi. Je crains aussi que les créanciers punissent les Grecs.

Comment peuvent-ils punir la Grèce?

Je pense que si le "non" l'emporte, dès le lendemain, la Banque centrale européenne (BCE) va encore davantage couper le financement des banques grecques, ce qui annoncera leur fin. On aura une banqueroute du pays. Les dirigeants européens, même si ce n'est pas un front homogène, veulent absolument se débarrasser de Tsipras et négocier avec des gens plus dociles que lui. Tsipras dérange car c'est le seul qui s'est opposé aux ordres de Berlin.

Et si le "oui" l'emporte, Alexis Tsipras démissionne?

Je pense que oui. Ce sera une défaite pour le gouvernement.

Alexis Tsipras ne doit également pas appliquer ce programme

voulu par les créanciers. "Oui" ou "non", dans les deux cas, la Grèce va faire face à des problèmes.

Selon vous, l'Europe se prépare déjà à "l'après-Tsipras"?

Oui, absolument. La semaine dernière, on est revenu aux temps des colonies: les candidats au poste de Premier ministre ont fait la parade ici à Bruxelles. Antonis Samaras (Premier ministre de 2012 à 2015 et membre du parti conservateur grec Nouvelle Démocratie) et Stavros Theodorakis (chef du parti centriste To Potami), l'enfant chéri de la social-démocratie européenne, ont dîné avec des responsables européens pour obtenir leurs faveurs. C'était un spectacle déplorable.

Est-ce qu'Alexis Tsipras n'a pas organisé son propre suicide politique en organisant un référendum en aussi peu de temps avec une question peu claire?

Il n'avait pas d'autre choix. Si vous coincez un chat dans un coin, il va vous attaquer, même si vous le frappez ou que vous le punissez. Tsipras a fait des concessions incroyables par rapport à ses promesses électorales. Tout le monde était d'accord, puis certains dirigeants européens ont subitement changé d'avis, en demandant de nouvelles mesures inacceptables et contre-productives pour la croissance, comme l'ont confirmé plusieurs économistes de renom. Ces dernières propositions étaient faites pour humilier Tsipras et se débarrasser de lui. Ce n'est plus une question économique, mais politique.

Le Premier ministre grec aurait-il dû réaliser ce référendum plus tôt?

Oui, peut-être. Il a perdu beaucoup de temps en croyant aux promesses de la chancelière allemande, Angela Merkel, alors

qu'elle jouait avec le temps. En fait, M. Tsipras ne connaît pas très bien les coulisses européennes et il a eu affaire à des gens plus professionnels que lui. On l'a piégé complètement, surtout Angela Merkel.

Selon vous, les dirigeants européens font-ils preuve d'ingérence en se prononçant largement sur ce référendum grec?

Bien sûr. Il s'agit d'un coup d'Etat silencieux et moderne qui a commencé dès le lendemain des élections. Les armes sont remplacées par les agences de notation et la BCE. Dix jours après la victoire de Syriza, la BCE a coupé la ligne de financement principale des banques grecques. Sans aucune justification. C'était un avertissement. Avec la fermeture des banques, la boucle est bouclée.

→ Lire l'intégralité de l'interview sur le site de "La Libre".

"La semaine dernière, on est revenu au temps des colonies: les candidats au poste de Premier ministre grec ont fait la parade ici à Bruxelles. C'était un spectacle déplorable."

STELIOS KOULOLOU
D'après le député, les dirigeants européens ont déjà tourné la page Tsipras.

3 Questions à

THEODORE FORTSAKIS

Député d'Etat du parti Nouvelle Démocratie et ancien recteur de l'université d'Athènes.

1 Quelles sont les causes de la crise qui touche la Grèce aujourd'hui ?

"Il faut d'abord spécifier que la Grèce, au moment où elle est entrée dans le système de l'euro, n'a pas fraudé, contrairement à ce que beaucoup disent. Elle avait des finances qui étaient bien meilleures que celles de la France à ce moment-là. Par contre, le pays avait un niveau de vie qui était trop bas par rapport au reste de l'Europe. Dès lors, le Grec s'est retrouvé conforté par l'adoption de l'euro et a été trop gourmand dans sa volonté d'augmenter son niveau de vie rapidement. Il est vrai, la Grèce a commis d'énormes erreurs toutes ces dernières années. Mais, nos partenaires européens aussi puisqu'ils ont mal compris l'ampleur de la crise au départ et l'urgence de mettre en place des mécanismes pour répondre à cette crise, tout en sous-estimant le volet humanitaire. Et c'est cette crise qui a provoqué le tollé de protestation et d'opposition."

2 Quel est l'enjeu du référendum de ce dimanche ?

"Le gouvernement soutient qu'il s'agit de savoir si le peuple approuve le projet d'accord soumis par les partenaires européens à la Grèce. Mais le vrai objet de la question est l'appartenance de la Grèce à l'Europe. Et cela, la grande majorité des citoyens grecs l'appuient de manière fervente. Le gouvernement, au courant de ce sentiment national, soutient que, même si les gens rejettent cette proposition européenne, cela ne signifie pas la sortie de la Grèce de l'Union européenne. Mais il ne dit pas la vérité. Son projet est d'éloigner le pays de l'Europe et de choisir pour la Grèce une position géostratégique nouvelle qui n'est pas la sienne. Il a peur de prendre ses responsabilités et a donc transféré aux épaules du peuple cette lourde décision. Si le non l'emporte, le gouvernement adoptera une position plus dure par rapport à nos partenaires européens et cela va placer la Grèce dans une position délicate. Les banques sont fermées, il n'y a plus de liquidités. Et l'Eurogroupe refusera de soutenir le système bancaire grec sans accord. Les gens doivent massivement répondre oui à l'appartenance de la Grèce à l'Union européenne, sans que cela signifie une acceptation de toutes les souffrances qu'ils ont subies ces dernières années."

3 Mais comment sera-t-il possible d'accepter la mise en place de mesures d'austérité tout en évitant la souffrance des plus démunis ?

"Nous disons oui au référendum, oui à l'Europe. Mais, nous acceptons les mesures d'austérité uniquement à condition qu'elles soient accompagnées d'un volet social pour soutenir les plus faibles de manière plus efficace que jusqu'à aujourd'hui. L'accord doit être socialement plus juste et comporter un volet pour le développement de l'économie. L'acceptation des mesures nécessaires pour le redressement du pays n'est pas une humiliation. La vraie humiliation serait de devenir des mendiants alors qu'on était un pays parmi les pionniers de l'Europe. La Grèce est un pays attaché à l'Europe et offre une des bases les plus importantes de la civilisation européenne. Je suis confiant qu'il y aura un accord avec l'Europe. Et dans ce cas, elle n'aura pas le droit d'ignorer la voix d'un peuple qui lui dit 'je veux rester avec vous, je fais partie de votre famille'."

María Udrescu, envoyée spéciale à Athènes

Contre le totalitarisme financier, l'Europe doit changer ou mourir

■ On n'avait encore jamais vu un créancier, aussi stupide soit-il, tenter de tuer son propre débiteur, comme le FMI le fait avec les Grecs. Il doit y avoir quelque chose de plus : la construction scientifique de l'"ennemi". Et la volonté d'un sacrifice exemplaire.

MARCO REVELLI
Sociologue
et historien italien.

L'« économie qui tue », celle dont parle le Pape, nous la voyons à l'œuvre ces jours-ci, en direct, de Bruxelles. Et c'est un spectacle humiliant. Elle ne tranche pas de gorges, elle n'a pas l'odeur du sang, de la poudre et de la chair brûlée. Elle agit dans des salles climatisées, dans des couloirs feutrés, mais elle a la même férocité impudique que la guerre. La pire des guerres : celle déclarée par les riches de la globalisation aux pauvres des pays les plus fragiles. Voilà ce qu'est la métaphysique influente des plus hauts responsables de l'Union européenne, de la BCE et, surtout, du FMI : démontrer, par tous les moyens, que ceux qui sont en bas ne pourront jamais faire entendre leurs propres raisons, contre des pseudo-recettes vouées à l'échec.

Les "tractations sur la Grèce", ces dernières semaines, sont désormais sorties des limites d'une confrontation diplomati-

que, certes dure, mais normale, pour revêtir les caractéristiques d'une épreuve de force. D'une sorte de jugement de Dieu à l'envers. Les précédentes étapes, déjà, avaient révélé un écart par rapport au cadre traditionnel d'une "démocratie occidentale" avec la volonté constante, de la part des responsables de l'Union, de substituer, au caractère totalement politique du vote grec et du mandat populaire confié à ce gouvernement, la logique comptable des profits et pertes, comme s'il ne s'agissait pas d'États, mais d'entreprises ou de sociétés commerciales.

Apocalypse culturelle

Jürgen Habermas a raison de dénoncer le glissement – en soi dévastateur – d'une confrontation entre représentants des

peuples, dans le cadre d'une véritable citoyenneté, à une confrontation entre

créanciers et débiteurs, dans le cadre quasi privé d'une procédure de faillite. Discréditer Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis en tant qu'interlocuteurs politiques pour les transformer en "débiteurs" était déjà, en soi, le signe d'une certaine apocalypse culturelle, en les mettant sur un pied d'inégalité face à des "créanciers" tout-puissants. Mais, par la suite, l'affaire a pris un autre tour. Christine Lagarde a imprimé une nouvelle accélération au processus de dévoilement, en faisant monter les enchères. Il ne s'agit plus, seulement, de spolier l'autre, mais de l'humilier. Ce n'est plus seulement la dialectique, entièrement économique, "créancier-débiteur", mais celle, bien plus dramatique, "ami-ennemi", qui marque le retour de la politique dans sa forme la plus essentielle, et la plus dure : celle du "polemos" ("guerre" en grec ancien, NdR).

En effet, on n'avait en-

core jamais vu un créancier, aussi stupide soit-il, tenter de tuer son propre débiteur, comme le FMI est en train de le faire avec les Grecs. Il doit y avoir quelque chose de plus: la construction scientifique de l'ennemi". Et la volonté d'un sacrifice exemplaire.

Un autodafé dans les règles, comme aux temps de l'Inquisition, afin que plus personne ne soit tenté par les charmes de l'hérésie.

Lisez attentivement le dernier document contenant les propositions grecques et les corrections en rouge du Groupe de Bruxelles (qui a "remplacé" la troïka des créanciers, NdlR), publié (avec une certaine délectation sadique) par le "Wall Street Journal": c'est un exemple bureaucratique de pédagogie de l'inhumain.

Le surligneur rouge a sévi dans tout le texte, cherchant, avec une précision maniaque, la moindre allusion aux "plus né-

cessiteux"
("most in the

need") pour la mettre en évidence, d'un trait. Il a nié la possibilité de maintenir une TVA plus basse (13%) pour les produits alimentaires de base, et à 6% pour les médicaments (!). De même que, sur le versant opposé, il a effacé toute possibilité de taxer un peu plus les profits les plus élevés (supérieurs à 500000 euros), en hommage à la sinistre théorie du "trickle down", du "ruissellement", selon laquelle enrichir les plus riches profite à tout le monde! Il a, enfin, parsemé de rouge le paragraphe sur les retraites, imposant de pressurer encore plus, et tout de suite, un secteur déjà massacré par les Mémoires de 2010 et de 2012. Le tout s'appuyant sur la falsification, réitérée à l'envi, concernant l'âge "scandaleusement bas" (53, 57 ans...) du départ à la retraite, pour les Grecs. Afin de justifier la sévérité de ces exigences, le directeur de la communication de la troïka, Gerry Rice, lors d'une conférence de presse, est allé jusqu'à déclarer que "la retraite moyenne, en Grèce, est du même niveau qu'en Allemagne, mais on part six ans plus tôt..."

Un (double) mensonge inconscient, dé-

menti par les statistiques officielles de l'UE: Eurostat signale, dès 2005, que

l'âge moyen des départs à la retraite, pour les citoyens grecs, est de 61,7 ans (presque un an de plus par rapport à la moyenne européenne, l'Allemagne étant alors à 61,3 et l'Italie à 59,7). Eurostat, toujours, affirme que, en 2012, la dépense grecque par habitant, pour le paiement des pensions, représentait environ la moitié par rapport à celle de pays comme l'Autriche et la France, et un quart comparé à l'Allemagne. [...]

Un pays, donc, qui a donné tout ce qu'il pouvait, et bien plus encore. Pourquoi, alors, continuer de le pressurer? Ambrose Evans-Pritchard - un commentateur conservateur, mais qui n'est pas aveuglé par la haine - a écrit, dans le "Telegraph", que "les créanciers veulent voir ces klephtes rebelles (les Grecs qui, au XVI^e siècle, s'opposèrent à la domination ottomane) perdus aux colonnes du Parthénon, comme des bandits", car ils ne supportent pas d'être contredits par des témoins de leur propre échec. Et il a ajouté que, "si nous voulons dater le moment où l'ordre libéral, dans l'Atlantique, a perdu son auto-

Pourquoi la Grèce doit quitter la zone euro

■ Les créanciers doivent arrêter de jeter de l'argent dans le tonneau des Danaïdes. Il faut montrer aux cigales qu'il y a des conséquences en cas de mauvaise gouvernance. Limitons la casse.

LUC WATRIN
Economiste
indépendant

Ce pays très mal géré est entré par effraction dans la zone euro alors qu'il n'était pas prêt et bidouillait ses comptes avec l'aide de la banque d'affaires Goldman Sachs.

Malgré 2 sauvetages en 2010 puis en 2012 avec un effacement massif de la dette de 107 milliards d'euros et une aide équivalente à 240 milliards, ce pays est de nouveau en faillite et est de nouveau totalement insolvable. Avec une dette représentant 180% du PIB et une gouvernance qui laisse à désirer (je pense notamment à la fraude fiscale et sociale endémique sans oublier la corruption généralisée), ce pays ne se relèvera jamais. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: le déficit public et de la balance des comptes courants tourne autour de 15% du PIB et il est manifeste que la Grèce présente la situation macroéconomique la plus déséquilibrée de la zone euro.

Cela ne peut pas durer éternellement et il est donc normal que des mesures soient prises pour revenir progressivement à l'équilibre. Est-ce réellement de l'austérité que de demander à un pays dont les comptes dérapent dangereusement de prendre les mesures correctrices qui s'imposent pour retrouver une situation assainie.

Les créanciers doivent

accepter de restructurer à nouveau la dette publique grecque et prendre leur perte. Les Grecs ont élu en début d'année un gouvernement populiste et d'extrême gauche en imaginant que le père Noël reviendrait rapidement dans le pays malgré l'état absolument désastreux des finances publiques grecques. Ils doivent naturellement prendre leurs responsabilités et tirer les conséquences de leur vote.

Un alcoolique chronique

Les créanciers doivent arrêter de jeter du bon argent dans le tonneau des Danaïdes et solder l'addition. Il faut savoir prendre des décisions courageuses pour sauvegarder l'essentiel et montrer aux cigales qui gèrent la collectivité en dépit du bon sens qu'il y a des conséquences en cas de mauvaise gouvernance. Limitons la casse plutôt que de se retrouver dans quelques années avec une addition de 450 milliards d'euros.

Plutôt que d'accorder un troisième plan d'aide d'au minimum 100 à 150 milliards que nous n'avons pas et qu'il faudra donc emprunter ce qui va fragiliser les finances publiques des 18 autres Etats de la zone euro et ce sans la moindre certitude d'être remboursé plus tard, il est préférable de dire stop. Il est de toute façon absurde de vouloir guérir un alcoolique chronique en lui administrant une bouteille de whisky même si on lui promet que ce sera la dernière. Sera-t-il guéri après? Evidemment que non on ne sevré pas un

alcoolique via plus d'alcool mais en prônant l'abstinence. Ce n'est pas plus de dette que l'on guérit du surendettement. La zone euro aura également l'opportunité de devenir progressivement une zone monétaire optimale avec des pays membres qui respectent les règles.

Quelles seraient les conséquences d'un Grexit pour le reste de la zone euro?

[...] Il va de soi qu'un retour à la drachme entraînera une dévaluation entre 40 et 50% de cette nouvelle monnaie par rapport à l'euro ce qui dans un premier temps créera une énorme inflation en Grèce sur les produits importés de l'étranger. Plutôt que de compter sur le chéquier de Madame Merkel et de Monsieur Hollande, les Grecs seront obligés de prendre leurs responsabilités et gérer correctement leurs affaires. Il conviendra également de suspendre temporairement la participation de la Grèce dans l'espace Schengen pour éviter que les mouvements terroristes ne profitent de l'aubaine d'un *failed state* pour entrer facilement et semer la terreur au sein de l'Union européenne. Cela passera par un renforcement massif du contrôle des frontières extérieures surtout avec la proximité du conflit syrien.

Fondations boiteuses

Dans le même temps, pour limiter l'effet domino qu'entraînerait la fin de l'irréversibilité de la zone euro sur les maillons faibles comme l'Italie, l'Espagne ou le Portugal [...], ces pays devront

accélérer la mise en place des indispensables réformes structurelles afin d'augmenter le potentiel de croissance et réduire le chômage qui reste malheureusement à des niveaux trop élevés.

Les outils aujourd'hui sont là pour gérer les conséquences du Grexit. C'est l'opportunité du siècle de corriger les fondations boiteuses de la zone euro et d'en faire progressivement une zone monétaire optimale avec un budget commun qui nécessite de rapprocher les politiques économiques, sociales et budgétaires et des mécanismes de solidarité (comme par exemple les eurobonds) et des règles pour s'assurer de la responsabilité de chacun des Etats membres. A côté de cela, il faudra aussi renforcer

considérablement l'union bancaire et oser s'attaquer à la montagne des produits dérivés qui menace la stabilité financière en cas de lourdes pertes [...]

Une légitimité démocratique

Last but not least, tous ces pas qui renforceront nettement à terme la zone euro et par-delà l'Union européenne doivent aussi disposer d'une réelle légitimité démocratique. Il est important de renforcer les pouvoirs du Parlement européen élu au suffrage universel, qui doit pouvoir non seulement contrôler la Commission et le Conseil mais aussi disposer du pouvoir de proposer des textes à l'instar de n'importe quel Parlement digne de ce nom.

A côté de cela, la collaboration avec les différents Parlements nationaux devra être intensifiée via par exemple l'instauration d'un Sénat dont serait issu des parlementaires nationaux de chacun des Etats afin de faire également valoir les opinions que l'on re-

trouve dans les différents Parlements nationaux. Aujourd'hui près de 70 % des lois proviennent de l'Union Européenne et il n'est pas anormal que la parole des parlementaires nationaux soit mieux entendue lors de la discussion des textes à l'échelon européen.

C'est en renforçant démocratiquement les institutions et en respectant également le principe de subsidiarité que l'on pourra lutter contre les différents mouvements populistes qui considèrent à tort ou à raison que la voix du citoyen n'est pas suffisamment entendue et que l'Europe impose des diktats aux Etats alors que les pouvoirs de la Commission proviennent des traités directement négociés et approuvés par les mêmes Etats.

Le Grexit est donc la meilleure opportunité qui existe pour renforcer les fondations boiteuses de la zone euro et éviter la désintégration de celle-ci qui serait la pire catastrophe financière, économique et sociale que le monde moderne aurait connue.

Edito

Onze millions de Grecs

Par Olivier le Bussy

Le référendum grec sur le projet d'accord soumis par les créanciers publics en vue d'une prolongation de l'aide financière à la Grèce, risque de rendre plus complexe et périlleuse encore une situation qui l'est déjà. Il n'est pas ici question de reprocher à un gouvernement de consulter directement sa population sur un sujet qui engage son avenir. Au contraire même. Bien encadrée, c'est une

saine pratique politique.

Mais pas comme ça. Pas à travers un référendum organisé à la hussarde. La question est peu claire – combien de Grecs liront et comprendront les implications des 45 pages de jargon technique des créanciers? – et, de plus, obsolète: ces propositions-là ne sont plus sur la table. Ce référendum risque d'accoucher d'une réponse ambiguë et donnera lieu à des interprétations contradictoires, surtout si le "non" (défendu par Tsipras) est majoritaire.

Que le "oui" ou le "non" l'emporte, le gouvernement grec et ses partenaires européens n'auront d'autre choix que celui de se remettre à table, vite, pour trouver une solution qui permette de garder la Grèce dans la zone euro. Il s'agira de mettre un terme aux rodomon-

tades, aux ultimatums, aux postures idéologiques. De part et d'autre. A charge de l'équipe de Tsipras de s'attaquer, résolument, aux maux qui gangrènent la société grecque, affaiblissent l'Etat, minent la société et plombent l'économie. Aux créanciers d'admettre que l'on ne peut tout exiger de la Grèce, et qu'aucune solution ne sera viable sans réduction du poids de la dette.

Car "la Grèce", ce sont onze millions de personnes. Inquiètes, en colère, dépassées par les enjeux. Onze millions de Grecs qui, depuis cinq ans, paient un insupportable tribut humain à la crise économique et aux recettes préconisées pour la gérer.

Il serait impensable que le blocage persiste jusqu'à provoquer la catastrophe d'un "Grexit" et que les souffrances de cette population grecque n'aient servi à rien.